

Belgique — België
P.P.
Bureau de dépôt
1099 - Bruxelles X
6/934

P701314

Secouez-vous les idées

n° 100

Articulations n°59

LE TEMPS

Périodique trimestriel du CESEP ASBL Décembre 2014 | Janvier | Février 2015



Recevoir notre périodique

Vous recevez gratuitement notre périodique.

Par ailleurs, il est **téléchargeable librement** sur notre site : www.cesep.be

Recevoir notre newsletter

Vous pouvez être tenu informé par notre **newsletter** des dates de nos formations et journées d'études en faisant la demande par mail à ivan@cesep.be.

Vos coordonnées

Sachez que vos coordonnées figurent dans le fichier des correspondants du CESEP. La loi sur la protection de la vie privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous concernant dans le fichier ou de ne plus y figurer.

Enfin, si vous vous apprêtez à **changer d'adresse** ou si vos coordonnées ne sont pas correctes sur l'étiquette, merci de nous renvoyer un mail à myriam.claessens@cesep.be reprenant : n° d'étiquette C/ ou O/

Nous contacter

Centre Socialiste d'Éducation Permanente

ASBL
RPM Nivelles 0418.309.134.
rue de Charleroi 47, 1400 Nivelles
tél. : 067/219 468 - 067/890 866
Fax : 067/210 097
Courriel : infos@cesep.be
www.cesep.be



Coordination : Claire FREDERIC

Comité de rédaction : Claire FREDERIC,

Jean-Luc MANISE, Morfula TENECETZIS

Comité d'écriture : Chantal DRICOT, Claire

FREDERIC, Jean-Luc MANISE,

Myriam VAN DER BREMPT, Maud VERJUS

Extérieur : Christian BOUCQ, Luc JAMINET,

Marc MAESSCHALCK

Conception graphique et mise en page :

Anouk GRANDJEAN

Impression : Imp. Delferrière NIVELLES - Tiré à 10.000 exemplaires

Editeur responsable : Serge NOEL - rue de Charleroi, 47 - 1400 NIVELLES

Ont collaboré à ce numéro : Nicole BALLAS,

Ivan TADIC, Bénédicte VANDENHAUTE

Illustrations : Couleur Quartier - CEC

Anouk, Mathias, Léopold, Théo, Eva, Maelle et Régine Riou.

la jeune Province



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Notre intention

Bonjour Suzanne

Les travailleurs liés à l'action culturelle, comme ceux qui sont engagés dans l'action sociale ou politique subissent des modifications, des exigences de plus en plus strictes, multiformes, ou en appelle à la polyvalence et à la flexibilité. Les compétences nécessaires semblent inaccessibles et surdimensionnées, tant elles se sont élargies. Les travailleurs et travailleuses vivent leur travail comme épuisant et ont souvent un sentiment de course éperdue et d'écartèlement ingérable. Les situations de stress, les burnouts sont de plus en plus fréquents et l'impuissance est un sentiment partagé, qui entraîne tantôt la révolte improductive, parfois la résignation triste et souvent la fuite par épuisement ou abandon constatent les uns tandis que les autres interrogent le temps.

En viendra-t-on à bout ? Cesserons-nous d'en manquer, de courir, de vivre sous pression ? Multiplier les analyses critiques, les dénonciations, les efforts individuels de résistance à l'urgence, est-ce vraiment enrayer l'emballement général ? Et que se passerait-il si on envisageait un changement au niveau collectif ?

Ces constats et questions posés tout au long de ce numéro donnent le vertige et peuvent sembler bien ambitieuses à traiter dans une revue associative telle que Secouez-vous les idées mais c'est le 100ème numéro !!! et nous voulions marquer ce passage.

Nous avons pris le risque de les travailler et de réaffirmer ce que pourraient être l'éducation permanente et le métier de formateur à l'entrée du XXIème siècle.

Enfin, nous nous sommes associés avec la Fédération des CEC pour l'illustration des quatre prochains numéros et les enfants de Couleur Quartier pour celui-ci.

Un 100ème numéro tout en couleurs sous forme de carte de vœux pour cette année nouvelle.

Claire FREDERIC
Coordination du
« Secouez-vous les idées »

Notre partenaire

La Fédération Pluraliste des Centres d'Expression et de Créativité, à l'acronyme FPCEC, soutien, défend, valorise et promeut, depuis 1990, les pratiques d'expression créative et d'expression citoyenne dans une perspective d'émancipation sociale et culturelle. Elle fédère 120 Centres d'Expression et de Créativité répartis sur toute la Wallonie et Bruxelles au travers des séances d'information, d'accompagnement juridique, de formations, de rencontres thématiques nationales et internationales et de mise en réseau entre les CEC et avec d'autres acteurs du socioculturel.

Plus d'info : www.fpcec.be
081/65 79 99



Notre invité

Installé depuis plus de dix ans à Charleroi, Couleur Quartier (CEC du Centre culturel régional) développe des ateliers créatifs pour tous et impulse des projets de création collective en lien avec cette ville et ses habitants.

Les ateliers sont de véritables « laboratoires » de pratiques artistiques. C'est ainsi que Régine RIOU, photographe et les enfants de l'atelier Boîte à Images, ont mené un travail de recherche sur le temps au travers de photos de leurs aïeux. Ils ont utilisé un procédé photographique monochrome ancien, par le biais duquel on obtient ces tirages bleu cyan, le cyanotype.



L'éducation permanente selon le CESEP

par Jean-Luc MANISE
et l'équipe de formateurs en éducation permanente du CESEP
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Luttes politiques, sociales, économiques, culturelles et environnementales : l'enjeu de l'éducation permanente est de tenir compte de l'expertise que les gens ont acquise et de l'articuler à d'autres niveaux sur base d'un centre de gravité concret : celui de l'action collective. Avec un goût prononcé pour la dimension esthétique et créative. Pour le CESEP, l'éducation permanente a deux fondements : la réflexivité collective et le passage à l'action politique pour un partage équitable du pouvoir. Elle doit également s'inscrire dans une démarche accessible, lisible et moderne.

Ce processus de réflexivité collective est éclairé par l'analyse critique, la citoyenneté, l'émancipation et la participation active, et vice et versa. Développer cette compétence d'analyse réflexive, sur les individus eux-mêmes, sur le groupe, sur l'environnement, sur le monde : voilà ce qui forge la spécificité de nos pratiques d'éducation permanente. Une intervention fait sens si elle met en place ce type de processus en la combinant avec une volonté de passage à l'action. Concrètement, cela passe par la mise à disposition de cadres d'analyse, d'interprétation et de confrontation de différentes visions du monde. Nos pratiques resituent, en effet, les enjeux sociaux, économiques en rapport avec la réalité d'aujourd'hui. Il s'agit donc d'éclairer et de rendre accessible la complexité du monde tout en restant lisible, en phase avec l'évolution de l'environnement et les caractéristiques propres aux publics concernés. Cela implique une multiplicité d'approches, de langages, d'outils et de méthodes d'interventions présentées ci-dessous.

Mobiliser les intelligences en lien avec des situations concrètes en formation

Pour le CESEP, la formation est d'abord un espace de mobilisation des intelligences en lien avec des situations concrètes. Elle a pour but de donner aux participants les outils de compréhension et d'interprétation du quotidien, et intègre des démarches de transfert de ceux-ci dans l'action culturelle, sociale, ... Elle a pour but, à terme, de permettre un passage à l'action pour un partage équitable du pouvoir. Que la visée soit l'acquisition de compétences techniques, le développe-

ment de nouveaux comportements, attitudes ou de nouvelles perspectives concrètes de passage à l'action, les formateurs se basent avec souplesse sur les attentes des participants et tirent parti des richesses du groupe.

Considérer les participants comme constructeurs de savoir

Les méthodes participatives, telles qu'elles sont pratiquées dans l'ensemble de nos formations, reposent sur deux présupposés essentiels : d'une part que la formation (et la participation des individus qu'elle implique) est un processus dont la construction et la structuration progressive sont assurées conjointement par le formateur et par le groupe ; d'autre part que le socle, la matière vivante de la formation sont les connaissances détenues des participants. C'est cette matière vivante que la formation, par l'apport de chacun des membres du groupe, va permettre d'articuler, d'enrichir et de structurer sous la conduite du formateur. Par ailleurs, l'utilisation de situations concrètes vécues par les participants dans les différentes séquences permet aussi de mettre les réalités de chacun au cœur de la formation. Avec cette méthodologie de l'équité et de la co-construction, les participants sont considérés comme producteurs de savoir, et deviennent, à ce titre, les acteurs sur qui repose également la responsabilité de s'approprier des techniques et des connaissances qu'ils contribuent à construire collectivement.

L'accompagnement, une démarche particulière de formation

Pour le CESEP, la pratique d'accompagnement de projet est une démarche particulière d'intervention, qui présente des spécificités propres à l'éducation permanente. Elle est multidimensionnelle (dimensions méthodologique, stratégique, institutionnelle, organisationnelle, déontologique, éthique) et se

décline à travers des interventions combinant, en fonction du contexte, des éléments de formation, de supervision et/ou d'expertise. Elle vise à accompagner chacun dans une démarche dynamique, instructive, créative destinée à amener du changement dans sa situation vécue, dans sa structure, dans son environnement. L'accompagnement vise à ramener chacun sur une perspective plus longue, en vue d'établir un véritable plan d'action stratégique sur le moyen et long termes.

Une démarche éducative, formative, relationnelle, sociale et politique

L'accompagnement à court terme et/ou à moyen et long terme proposé aux individus, aux groupes, aux équipes et/ou aux organisations relève toujours d'une démarche à la fois éducative et formative, mais également relationnelle, sociale et politique. Le développement et l'expérimentation de savoirs, compétences, comportements par les participants constituent une part importante de la démarche d'accompagnement. Il s'agit d'être curieux de son environnement et d'en avoir une bonne connaissance afin de mieux comprendre le contexte de son action. Il s'agit encore d'identifier et clarifier la multiplicité des représentations et des positionnements qui concourent à la diversité de l'action sociale, culturelle et socio-culturelle. Il s'agit enfin d'identifier et clarifier les écarts, les tensions, les contradictions inhérents à la complexité institutionnelle, sociale, interpersonnelle qu'est la société aujourd'hui.

Rendre le projet réalisable

En pensant, en préparant et en mettant peu à peu leur projet en oeuvre, les porteurs de projet entrent également de facto en relation avec le monde qui les entoure : les autres personnes en formation, le groupe formel ou informel auquel ils appartiennent, l'équipe de travail, les instances décisionnelles de l'asbl, l'administration, les partenaires... Faciliter, favoriser, analyser, dynamiser ces processus relationnels et sociaux représente un pan incontournable de l'accompagnement. Ils constituent en effet le socle indispensable à la réflexion et la mise en oeuvre collective et non plus individuelle des changements envisagés. Cela passe par le regard et la critique portés par d'autres sur un projet qui, d'idéal deviendra réaliste puis réalisable.

Encourager; outiller la mobilisation

Pour travailler le projet dans une visée de changement institutionnel à moyen et long terme, l'intervention auprès de porteurs de projets dans le secteur de l'éducation permanente et plus large-

ment le non-marchand consiste également, naturellement, en la mise en oeuvre d'une démarche éminemment politique. Permettre à chacun de clarifier sa vision du monde, de la partager, de la faire évoluer au contact des "autres"; proposer et animer des "lieux" et des "moments" où le débat devient possible, souhaité, valorisé ; encourager, outiller, valoriser la mobilisation autour et au nom de valeurs citoyennes, humanistes, progressistes ; redonner aux porteurs de projet la capacité d'agir sur les enjeux, les méthodes, les perspectives futures des politiques sociales, culturelles, socio-culturelles, telles sont également les fonctions de l'accompagnement. Enfin, il est toujours bon de rappeler que si "le projet" constitue aujourd'hui un "modèle culturel" incontournable, lorsqu'il est mis en oeuvre en référence à des principes relevant de l'éducation permanente, il devrait idéalement rester choisi, librement investi, non dogmatique... et donc critiquable. Sur ce point, nous estimons donc que la démarche d'accompagnement du projet dans le secteur de l'éducation permanente implique une vigilance (résistance ?) éthique et déontologique quotidienne.

Un modèle adapté à l'action associative et aux finalités de l'éducation permanente

Pour le CESEP, ce modèle global de formation et d'accompagnement permet une prise en compte et une valorisation des expériences de chacun. Il est particulièrement adapté à l'action associative et aux finalités de l'éducation permanente pour les raisons suivantes :

- il favorise la communication et le débat d'idées entre les participants et il installe en principe de fonctionnement le partage des connaissances et la prise de décision collective, il met en place les conditions d'un échange démocratique et concerté.
- il sort l'apprentissage d'un rapport détenteur/ receveur pour le placer dans un rapport valorisant et égalitaire pour les membres du groupe, il ouvre les conditions d'accès au savoir, ce faisant il favorise l'émancipation individuelle et collective.
- il repose sur la mobilisation et l'implication des participants qui élaborent une représentation commune mais non nécessairement consensuelle des enjeux, des solutions et perspectives, il construit les capacités d'analyse, de choix et incite à la prise de responsabilité.
- il éclaire les perceptions et stratégies de chacun et les stratégies d'action, il permet d'identifier les enjeux (identitaire, opérationnel, institutionnel et

politique) propres à chaque participant et à son terrain d'action.

- il fait apparaître les présupposés de chacun et organise la confrontation à ceux des autres membres du groupe, il suscite la réflexion critique des acteurs sur leurs propres pratiques et représentations.
- Dans ce modèle, la matière première est constituée par les situations concrètes vécues par les participants, les observations dégagées articulées avec cette même réalité sont facilement transférables dans leur terrain d'action.

Articuler la formation et les publications

Le CESEP articule très étroitement ses travaux d'analyse et de recherches critiques avec ses interventions de formation et d'accompagnement de projets. Il a pour objectif de structurer et d'organiser, dans une perspective progressiste, ses productions rédactionnelles en fonction du contexte et des besoins du secteur non-marchand. Enjeux de société, politiques publiques, pratiques de formation, technologies de l'information et de la communication, les publications du CESEP visent à embrasser de manière plus globale les enjeux économiques, sociaux et culturels dans lesquels s'inscrivent non seulement le secteur associatif mais aussi et peut-être surtout ses publics et, in fine, les citoyens. Les analyses et études du CESEP sont au service de l'action. Elles sont au service de la transformation sociale et culturelle. Elles font remonter du terrain des réalités et des besoins auxquels devraient répondre des politiques publiques structurelles. Il s'agit ainsi de nourrir un cercle vertueux où nos formations nourrissent nos publics et notre réflexion ; où notre réflexion et nos publics nourrissent nos études, recherches, analyses et publications qui elles-mêmes nourrissent nos formations et nos publics.

Pour et par l'éducation permanente

Organisation progressiste qui adhère aux valeurs démocratiques, le CESEP a pour mission de faciliter l'exercice de la citoyenneté et de l'action collective. Le rôle de citoyen implique de réactualiser en permanence ses connaissances et compétences et d'en acquérir de nouvelles pour comprendre les enjeux de la société dans laquelle nous vivons et être en capacité d'y jouer un rôle actif. Cette mission est rencontrée au travers de différentes actions : la formation des travailleurs du secteur associatif et non-marchand, l'accompagnement de projets, la formation pour demandeurs d'emploi, la production d'analyses et d'études, la supervision, le con-

seil. En substance, il s'agit pour le CESEP de défendre son approche progressiste et s'enraciner un peu plus encore dans les métiers à la base de sa naissance en 1978 dans le Brabant wallon : la formation d'acteurs associatifs et l'analyse critique. Avec la volonté, l'ambition et la stratégie de :



Permettre à chacun de clarifier sa vision du monde, de la partager, de la faire évoluer au contact des "autres"; proposer et animer des "lieux" et des "moments" où le débat devient possible, souhaité, valorisé ; encourager, outiller, valoriser la mobilisation autour et au nom de valeurs citoyennes, humanistes, progressistes ; redonner aux porteurs de projet la capacité d'agir sur les enjeux, les méthodes, les perspectives futures des politiques sociales, culturelles, socio-culturelles.

- défendre le rôle, la place et la légitimité du secteur non marchand.
- lutter contre les logiques de marchandisation, d'uniformisation et d'instrumentalisation à son égard.
- S'affirmer comme un producteur de connaissance, c'est-à-dire faire front à la pensée unique en faisant remonter des besoins et des réalités du terrain que doivent rencontrer de façon structurelle les politiques publiques.
- Développer et disséminer des outils et des moyens de maîtrise, d'émancipation et d'action des acteurs du secteur associatif par rapport à l'environnement et à la situation sociale, économique et culturelle.
- Travailler dans une logique de réseau, créer des alliances, se retrouver autour d'enjeux et d'objectifs communs fidèles aux principes inhérents à l'Education Permanente.
- Travailler les conflits présents dans la société et les menaces pour la démocratie.



Métamorphose des métiers de la culture

par Christian BOUCQ et Marc MAESSCHALCK

Toutes nos analyses sont disponibles sur
le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Les métiers de la culture sont, plus encore que d'autres, directement en lien avec les institutions et politiques d'Etat qui les structurent et les financent et avec les évolutions de société dans lequel leur travail s'inscrit.

Les travailleurs liés à l'action culturelle, comme ceux qui sont engagés dans l'action sociale ou politique subissent des modifications, des exigences de plus en plus strictes, multiformes, on en appelle à la polyvalence et à la flexibilité. Les compétences nécessaires semblent inaccessibles et surdimensionnées, tant elles se sont élargies. Les travailleurs et travailleuses vivent leur travail comme épuisant et ont souvent un sentiment de course éperdue et d'écartèlement ingérable. Les situations de stress, de burnout sont de plus en plus fréquentes et l'impuissance est un sentiment partagé, qui entraîne tantôt la révolte improductive, parfois la résignation triste et souvent la fuite par épuisement ou abandon.

Sans vouloir chercher des coupables ou des remèdes, nous voulons mettre ici en exergue des éléments d'analyse qui démystifieront peut-être la réduction de ces problèmes à une incapacité individuelle ou professionnelle pour comprendre les évolutions comme résultant de transformations sociétales. Ce sont ces transformations qui ont modifié d'abord le positionnement des acteurs et des Etats, ensuite les politiques culturelles et sociales et, enfin, les métiers eux-mêmes.

Nous pouvons aussi analyser les transformations en question comme des points d'appui à une nouvelle forme d'appropriation possible de ces métiers en lien direct avec les aspirations démocratiques des citoyens et les réinventions de leur puissance d'action.

Nous appuyons nos lectures tant sur des analyses puisées dans les sciences humaines que dans les temps de formation et d'accompagnement de groupes.

Le cheminement de notre propos partira d'une relecture de l'évolution du capitalisme comme élément déterminant des transformations sociétales. Celles-ci entraînent des représentations modifiées des capacités d'action et imposent aux Etats des repositionnements avec des marges de manœuvre de plus en plus réduites. S'en suivent des décisions politiques et des réaffectations de moyens financiers. Enfin, les poli-

tiques et décisions adaptées en fonction des contraintes imposées entraînent une reconfiguration des métiers eux-mêmes. Nous verrons que les citoyens sont aussi amenés à se positionner autrement et que leurs capacités de mobilisation se réinventent, ouvrant probablement des pistes d'alliances avec les acteurs professionnels et militants pour finalement se réapproprier leur devenir et développer collectivement des aptitudes à retransformer le monde.

Les évolutions du capitalisme modifient les modèles économiques, le contexte sociétal et les politiques sociales et culturelles

7

A la différence d'une lecture historique rigoureuse et datée, nous préférons désigner ces évolutions comme des strates qui se mettent en place progressivement en s'ajoutant aux précédentes sans les supprimer. Nous parlerons en ce sens de strates plus que d'étapes ou d'époques. Nous en distinguons trois principales.

[1] Première strate, une société de la justice, adaptée à un *capitalisme industriel*.

Le capitalisme industriel déploie ses effets par les gains de production réalisés à partir de la plus-value obtenue par la compression des coûts du travail pour fournir le plus grand nombre possible de biens standardisés sur le marché, tout en contrôlant le prix des matières premières et en pillant les ressources existantes.

Cette phase du capitalisme développe donc prioritairement l'exploitation de ces ressources par la colonisation et son cortège d'exploitation du travail humain. La transformation symbolique est celle qui transforme les biens naturels et artisanaux en marchandises, définis d'abord par leur valeur d'échange et qui réduit les êtres humains à une force de travail, elle-même considérée comme une

marchandise sur le marché du travail.

Les entreprises produisent des gains par la production, la transformation et la commercialisation des ressources naturelles, tout en comprimant les coûts du travail au maximum.

Les expositions universelles mettent en avant les ressorts du progrès : métal, béton et acier dans des ouvrages d'art tels que tour Eiffel ou Atomium. D'ailleurs l'Europe se construit d'abord comme CECA Confédération Européenne du Charbon et de l'Acier.

Le monde économique et social s'organise autour du travail comme valeur centrale. L'emploi est la pierre angulaire du fonctionnement économique. Il génère une croissance qui produit une richesse marginalement partagée entre travailleurs et investisseurs dans des structures sociales de concertation et de redistribution sociale d'une frange mineure des profits. La monnaie est à la fois l'indicateur et le vecteur de ces échanges marchandisés.

Ces quatre éléments, emploi – pouvoir d'achat – croissance – monnaie forte, sont interdépendants et constituent l'équilibre de la concertation sociale industrielle d'après-guerre qui conduira aux trente glorieuses.

[2] Deuxième strate, celle d'un *capitalisme financier*.

Il s'agit moins de l'exploitation des ressources et du travail que de la libre circulation des marchandises dans un marché en expansion. Les gains sont produits par la circulation des marchandises et les flux financiers qui les accompagnent. Le contrôle vertical de la chaîne de profit, de la production jusqu'à la distribution, les délocalisations, les sous-traitances, la multiplication des intermédiaires engendre une économie des marges toujours plus grandes entre les coûts de production et les prix de vente. Pour s'adapter à ces méga-marchés, les entreprises dépendent de plus en plus des banques et sont soumises à la pression des actionnaires qui attendent une rétribution optimale de leurs investissements. Le système économique veille à favoriser ces flux financiers et impose une surveillance accrue des monnaies. C'est l'argent qui produit de l'argent. Le monde économique conduit les Etats à se doter d'hyperstructures qui rompent l'harmonie du carré vertueux de la première strate (emploi, croissance, stabilité monétaire, pouvoir d'achat). Nous le mesurons concrètement au travers de la construction européenne, autour d'une monnaie unique et d'une libre circulation des capitaux, des personnes, des biens et des services. Mais cette construction détermine aussi une rupture entre les structures décisionnelles qui contrôlent cette monnaie : l'Europe dispose d'une Banque Centrale hors des logiques démocratiques habituelles de ses Etats membres, c'est l'Europe technocratique qui décide des politiques monétaires et dicte les lignes de conduite en matière économique alors que les Etats membres gardent les compétences en matière d'emploi mais en les subordonnant de fait aux objectifs de croissance et de compétitivité des entreprises privées.

Globalement, cette deuxième strate a conduit à la politique de globalisation économique et à la mondialisation. Le secteur tertiaire et, en particulier, l'acteur bancaire est devenu à la fois le gardien et le premier bénéficiaire du nouveau système de profit.

[3] Troisième strate : avec la mondialisation et la globalisation, la tertiarisation a progressivement détaché les productions de leurs territoires, de leur lien au travail et la valeur d'échange des objets s'est attachée à leur pouvoir de circulation dans un espace entravé le moins possible par des frontières et par des normes. Mais une nouvelle phase de production du profit est encore venue recouvrir la précédente. Elle passe par l'estimation boursière de la rentabilité des titres engagés et du rendement des activités. Il s'agit cette fois de spéculer sur les flux financiers constamment sollicités par la mondialisation. Quels seront les résultats d'une entreprise qui engage un plan important de redéploiement de ses activités ? Comment un secteur menacé par une forme d'insécurité (naturelle, écologique, sociale, militaire) va-t-il parvenir à couvrir ses risques ? Avant même la production de biens ou la réalisation d'activités, c'est l'anticipation de la valeur future qui, désormais, suscite la spéculation, s'évalue, se vend et s'échange. Acheter les matières premières non encore extraites, les céréales non encore semées, les brevets non encore exploités... et monnayer les hausses et les baisses estimées sur base d'analyses ou de peurs devient la clé d'un grand jeu spéculatif qui n'a plus à s'embarrasser des emplois ou des réalités de la production voire de la consommation, les seuls indicateurs étant la course à une croissance des retours sur investissements et le désendettement des pouvoirs publics. Le moteur de la spéculation est le risque. Le rapport est directement proportionnel entre niveau de risque et profit. La logique économique basée sur ce mécanisme entraîne assez logiquement l'organisation du risque ou au moins son exacerbation. Mettre en évidence le risque de conflits armés dans des pays producteurs de blé ou de pétrole, annoncer une restructuration ou le lancement d'un nouveau produit, permettent de réaliser des plus-values spéculatives immédiates, mais totalement déliées de la production. C'est la strate du *capitalisme spéculatif* avec ses effets pourtant prévisibles de bulles financières qui, lorsqu'elles implosent, augmentent encore les peurs collectives de catastrophes en chaîne et engagent les Etats à des sauvetages, puis à des politiques d'assainissement et d'austérité.

Les diminutions de budgets publics affecteront en premier lieu les matières culturelles et sociales qui seront progressivement soumises aux lois de la privatisation et de la concurrence.


Politiques sociales et positionnements d'acteurs se modifient en s'adaptant

Chacune de ces évolutions du capitalisme a entraîné les logiques d'Etat vers des adaptations successives.

[1] Au capitalisme industriel se greffe une société qui s'organise autour de la recherche de la meilleure répartition possible des profits marginaux de la croissance, entre les investisseurs et les travailleurs. Ces principes politiques mettent au premier plan les interlocuteurs sociaux, représentants patronaux et syndicaux, à parité autour de tables de négociation. L'Etat est aux commandes de la redistribution la plus juste possible de ces richesses marginales au travers de mécanismes d'allocation de ressources. C'est la société de l'Etat providence, ou *société de la justice*.

C'est donc également une société qui reconnaît la légitimité d'acteurs provenant du tissu social en lien au territoire et aux rapports de production. Ceux-ci puisent leur légitimité dans des structures de représentation. Le poids et la force d'intervention se mesurent alors au nombre de personnes qui donnent leur parole à ces mandataires.

Les militants luttent pour une justice distributive envers et via le plus grand nombre. Les acquis obtenus le sont pour



Sans vouloir chercher des coupables ou des remèdes, nous voulons mettre ici en exergue des éléments d'analyse qui démystifieront peut-être la réduction de ces problèmes à une incapacité individuelle ou professionnelle pour comprendre les évolutions comme résultant de transformations sociétales. Ce sont ces transformations qui ont modifié d'abord les positionnements des acteurs et des Etats, ensuite les politiques culturelles et sociales et, enfin, les métiers eux-mêmes.

tous, dans une perspective de long terme. Ces acteurs se caractérisent également, du point de vue démocratique par une capacité d'invention d'une forme de droit effectif, les droits sociaux, dans le champ économique. Ces droits garantissent une protection collective et une référence constante aux droits humains (l'Organisation Internationale du Travail en est une concrétisation importante). L'action collective est donc celle de grands mouvements de masse, menant des actions de revendication en vue de faire avancer les protections collectives et les droits humains au travers de nouveaux régimes juridiques.

L'éthique qui mobilise les gens est militante, l'engagement porte sur la réalisation d'objectifs, le respect de convictions et la recherche d'une adhésion du plus grand nombre à des causes communes, au sein d'organisations de masse. Les mouvements sociaux, les organisations syndicales sont les purs produits de cette société.

[2] Lorsqu'apparaissent les difficultés d'approvisionnement en ressources qui mettent à mal les bénéfices directs de leur transformation par le contrôle colonial du travail, le capitalisme se redéploie dans les gains engendrés par la circulation de ces biens. La question des flux déplace la question des emplois locaux vers les tensions entre gains de productivité et délocalisations, éduction du temps de travail et rationalisations ou autres restructurations. L'économie de service et les privatisations systématiques appauvrissent les populations d'ici et d'ailleurs.

Le carré vertueux élaboré au cours de la première période décrite est rompu. On sépare les aspects monétaires et les politiques d'emploi. La régulation financière est détachée des préoccupations locales et soumise aux visées anti-déflationnistes d'une Europe supranationale maître de la monnaie unique, imposant aux Etats par ses plans d'ajustement des règles de désendettement et de marchandisation de leur dette. Au niveau des Etats, ou comme chez nous des Régions, on prend en charge les politiques d'emploi et de croissance en ayant comme indicateur la compétitivité.

Mais l'épuisement des ressources et la circulation totalement antiécologique des biens, des services et des lieux de production ont des effets dramatiques partout sur la planète, tant au Sud, avec son cortège de famines, de coups d'Etat mortifères pour guerres d'appropriation des ressources raréfiées, qu'au Nord avec les pertes d'emplois massives et les dérégulations des conditions de travail. Les Etats, diminués dans leurs capacités d'intervention politique, sont également appauvris et leur rôle de redistributeur est obéré. Les luttes sociales deviennent difficiles, la confiance des militants s'érode, les gens ne se perçoivent plus comme militants d'un système de justice et constatent également l'impuissance grandissante des pouvoirs politiques à intervenir comme régulateur de systèmes qui s'emballent. La perte de confiance dans un système de représentation s'enracine et se généralise. Des pans entiers de populations se voient exclus de la redistribution, basée sur un emploi devenu essentiellement une variable de la compétitivité.

Les politiques publiques intègrent également ces modifications des représentations : l'enseignement devient un lieu d'orientation vers un emploi, l'employabilité devient un maître mot ; on individualise les parcours considérés comme des projets et on crée des dispositifs de rattrapage et de contrôle. Il s'agit à présent de mener des politiques de gestion à court terme à l'égard de groupes de populations identifiées comme victimes auxquelles il faut donner une deuxième chance de revenir dans un sys-

tème de protection sociale dont on perçoit les failles. On identifie ces groupes par leur incapacité à rester ou remonter à bord du navire de ce capitalisme compétitif et leurs caractéristiques sont spécifiques par nature, histoire ou appartenance. Ainsi, on déterminera par leurs qualités intrinsèques des sous-groupes de jeunes, de femmes, d'immigrés, de milieux défavorisés, etc., comme des catégories d'appartenance mettant en danger les individus qui les composent. Les dispositifs viseront à cibler ces groupes et à les remettre en capacité de se réinsérer. C'est le passage à une *société humanitaire*, avec un État capacitateur, « socialement actif », avec des politiques segmentées visant des catégories différenciées de population sur la base de plans d'accompagnement et de contrats de réinsertion.

Les Etats se voient mis au banc des accusés. Ils doivent justifier de leurs dépenses via les contrôles exercés par les banques, c'est donc la démocratie elle-même qui est mise au pas. Les structures d'Etat sont vilipendées comme gaspilleuses ; les entreprises s'érigent en garantes de la croissance qui est désormais une condition préalable à la sortie du sous-emploi, à l'inverse du paradigme précédent basé sur un modèle de plein emploi, source nécessaire de la croissance.

C'est la période de glaciation sociale, avec le cortège de mesures de rationnement social. Les acteurs historiques que sont les syndicats ne peuvent plus lutter pour des acquis nouveaux, des augmentations de salaire ou des diminutions du temps de travail, mais contre des reculs des droits acquis, contre des pertes d'emplois massives, pour sauvegarder un pouvoir d'achat minimal.

La segmentation des populations crée une compétition entre ces groupes qui tentent chacun de se prévaloir du statut de victime prioritaire. Les formations elles-mêmes sont qualifiées à l'aune de la précarité potentielle et de son impact sur l'employabilité.

[3] Enfin, depuis les années 2000, on constate que le capitalisme a réalisé une autre mutation : ce ne sont plus les ressources et leurs conditions d'exploitation qui sont à l'origine des profits, ni les gains engendrés par le jeu de la déterritorialisation des échanges, mais les spéculations sur la valeur boursière estimée à un moment par rapport à celle estimée à un autre moment. On achète et vend des céréales qui ne sont pas encore semées, on spéculé sur des promesses de nouveaux produits hi Tech ou sur les restructurations qui donneraient un coup de fouet à tel type d'investissement. Les profits sont désormais directement proportionnels aux risques pris par les investisseurs. On fabrique de nouveaux produits d'investissement par le biais de montage et d'empilement d'autres produits, en misant tout sur l'ingénierie spéculative, le trading. Nous sommes passés à une *société du risque* : le risque est le levier de ces profits et les valeurs fluctuent en fonction de peurs irrationnelles mises en évidence, voire appuyées par des groupes ou des lobbies. Une guerre modifie les estimations de productions de céréales ou de ressources énergétiques ici, un cataclysme

ou une prise de pouvoir, un acte de terrorisme ou un accident dû à des infrastructures ou des matériaux dont on a perdu le contrôle sont chaque fois des occasions de spéculation qui modifient les gains et les pertes des uns et des autres. On voit à ce stade que les acteurs de départ ont quasiment disparu du champ décisionnel, la vacuité des instances traditionnelles et locales met les modes d'actions collectives hors jeu, faute d'un adversaire identifié clairement.

Avec cette troisième strate du capitalisme spéculatif, l'État perd encore du terrain sur le plan décisionnel. Les banques, les fonds de pension et les compagnies d'assurances jouent dans des espaces et selon des règles qui bougent plus vite et au-delà des compétences étroites des autorités traditionnelles auxquels ils sont astreints.

Représentations sociales, actions et politiques culturelles remaniées

Les politiques publiques s'adaptent, développent des modes d'action en fonction de ces glissements de paradigmes économiques imposés par un capitalisme dominant en extension.

En aval de ces mouvements, les individus et les groupes voient les représentations sociales bouleversées. Témoins et sujets d'un contexte profondément modifié, ils cherchent des modes d'action, en vue soit de s'adapter soit de se positionner et de réagir à ces évolutions de plus en plus rapides.

Le centre de gravité ayant changé, les acteurs, les politiques sociales et culturelles et singulièrement les procédures de subsidiation et de reconnaissance se modifient.

[1] Dans la première strate, les porte-paroles des transformations sociales sont les acteurs sociaux, encadrés par les Etats, en vue d'actions collectives rassemblant le plus grand nombre possible d'affiliés en vue de produire des effets de long terme. Les Etats dits Providence sont les régulateurs d'une redistribution de richesses avec le souci d'une justice distributive à l'égard de l'ensemble de la population, la volonté de réaliser une justice pour tous.

C'est essentiellement au sein de structures rassembleuses, d'institutions et de mouvements structurés que se définissent les acteurs et les positions. Militants, ils décident par votes, élisent et mandent des représentants de leur cause ou de leurs visées. Ceux-ci exécutent des programmes d'actions de long terme.



Les politiques sociales affectent des moyens à ces structures, garanties de représentativité et de longévité. Les opérateurs désignés correspondent à ces logiques : les modalités de représentation, de concertation sont fondamentales. Les ministres responsables des matières, économiques, sociales et culturelles sont liés légalement par des conditions de concertation, de négociation et de discussion. Les politiques culturelles des différents secteurs sont ainsi obligatoirement discutées, voire préparées et négociées dans des Conseils d'avis composés de représentants privés de ces secteurs.

Les subventions sont octroyées à des mouvements, des organisations et des associations volontaires ou paritaires qui réalisent les missions de services publics : contrats programmes quinquennaux pour mener des actions d'éducation permanente, de lecture publique, de formations, etc. à l'intention de populations larges définies par leurs caractéristiques socio-économiques (milieu populaire, classe sociale défavorisée, etc.).

12

La justification de ces programmes se fait par une série de critères essentiellement basés sur la justification de dépenses structurelles, d'emplois, d'entretien de bâtiments et d'actions continues de formations des cadres par des processus longs et généralistes selon des méthodologies d'éducation populaire.

Le préfixe « multi » sera accolé à de nombreuses lectures et actions. Signe probablement que les masses, groupes mais aussi disciplines et activités sont multiples, si les objectifs semblent partagés, les méthodes ont chacune leur logique et existent en grande autonomie et c'est au travers de la multiplication et la cohabitation que progrès et culture croîtront.

[2] On observe une modification radicale dans la deuxième strate : les victimes des catastrophes sociales, environnementales et financières doivent être secourues, mais surtout il s'agit de leur redonner les capacités de se réinsérer dans des plans d'octroi d'emploi et de revenus valides. Ce repositionnement, le souci de l'ur-

gence et du court terme ainsi que la nécessité de justifier des dépenses publiques pour en démontrer la pertinence et l'efficacité économique, vont déplacer les politiques publiques vers une recherche de la compétence la mieux adaptée à un objet ou un champ spécifique. Ces politiques vont se concentrer sur des dispositifs de réinsertion, de remise à niveau, de ratapage et vont devoir justifier de l'efficacité de l'utilisation des moyens sur ce plan.

Au niveau des actions et des activités sociales, les acteurs militants font place à des *professionnels spécialisés* dans une frange de population ou par rapport à une thématique particulière. On verra donc avec cette deuxième strate apparaître des organismes, des structures et des dispositifs spécialisés soit dans la connaissance de groupes ou d'objets spécifiques, soit dans la maîtrise de techniques pointues et adaptées. Les ONG, les centres d'alphabétisation, les formations courtes, les écoles de devoirs, etc. sont en création et en extension.

Les publics sont définis à partir de leurs caractéristiques particulières d'identité, de condition de vie (tel public de femmes, d'immigrés, de jeunes ou de malades chroniques, d'analphabètes, de décrochés scolaires, de sdf, ...).

Les modalités de subventions publiques s'adaptent également. Il faudra justifier désormais de subvention garantissant cette connaissance, la définition d'objectifs ciblés et de méthodes et processus prédéfinis et pour lesquels l'organisme ou l'association est reconnue compétente et légitime. C'est le développement de *conventions, d'appels à projets*, c'est l'ère des dossiers justificatifs, des enveloppes fermées. On engage les travailleurs désormais à durée déterminée, des personnes ayant acquis une compétence pointue par des formations spécifiques modulables et courtes.

C'est « pluri » qui est le préfixe à la mode ; il faut faire des gains de rentabilité, accélérer les processus et les échanges, et c'est la pluridisciplinarité qui est valorisée visant à faire travailler plusieurs disciplines autour

d'un public, d'un enjeu, objet ou objectif ciblé. Il faut avant tout permettre les échanges entre groupes, communautés, auxquels on reconnaît les spécificités et qui développeront leur propre langage, culture ou méthodologie d'action.

[3] La troisième strate change encore la donne pour les politiques publiques : les risques sont susceptibles de frapper non plus des groupes particuliers, mais des espaces et des lieux, menacés par la pollution, les actes violents, les catastrophes naturelles, par des structures ou une gestion susceptible d'infliger des effets et conséquences néfastes. Les politiques sociales et publiques vont déployer un arsenal de *dispositifs et de procédures* susceptibles de prévenir les risques identifiés ou non. Il s'agira désormais d'adapter les actions aux risques potentiels encourus par les *populations et riverains* qui habitent, vivent et circulent sur tel ou tel espace. Les bâtiments, les espaces publics, les lieux de vie, publics d'abord, privés ensuite, sont soumis à la vérification de l'anticipation et de la prévention des risques et de leur capacité à y répondre rapidement en cas de défaillance. Les actions sont donc à visée de moyen terme. Ces risques devront être identifiés, repérés, répertoriés et analysés, des procédures d'alertes seront établies et évaluées. Les types d'intervenants appelés à la manoeuvre deviennent des experts, des personnes qui ont une vision, une connaissance pratique par leur proximité de ces espaces et des pratiques à l'œuvre ou par l'expérience qu'ils ont eue de situations similaires.

Les politiques publiques visent à réglementer, contrôler, prendre ou faire prendre des assurances et subventionner toute initiative qui mettra en place des procédures ou des réseaux d'entraide, d'observation et de vigilance. Les formations généralistes ou thématiques s'estompent au profit d'accompagnements d'équipes ou de coachings individualisés.

Les moyens financiers étant plus ré-

duits encore, on soumet les actions culturelles et sociales à concurrence par appels d'offres, garantissant selon des procédures ouvertes la libre circulation des marchés et exigeant l'expertise avérée des opérateurs. Ceux-ci doivent démontrer leur connaissance du secteur, du territoire, de la population, en être témoin, relais, etc. Ils doivent aussi démontrer leur capacité à utiliser des ressources larges, un réseau étendu dans lequel puiser et transmettre les savoirs.

Les mots en « trans » comme les termes de transversalité et de transdisciplinarité remplacent les précédents, répondant ainsi à la volonté de faire se croiser les champs, les disciplines en les faisant agir dans le champ des autres. C'est la coopération qui est désormais sollicitée.

Les métiers de la culture : entre adaptation subie et métamorphose consciente

Un empilement de métiers différents

Nous pouvons également faire une lecture de l'évolution progressive des métiers de la culture en lien avec ces évolutions.

[1] Suivant la première strate, les actions culturelles sont mobilisées à partir de structures et d'institutions volontaires fortes, soutenues financièrement par des subventions structurelles.

Les gens sont mobilisés dans ces structures qui aident à la construction d'une citoyenneté d'appartenance pour laquelle il s'agit de donner les clés de compréhension, les outils adéquats et la construction d'une conscience collective du bien commun. Les personnes sont engagées dans des associations menées par des militants sur base de leurs compétences de mobilisation, d'animation directe, de formation et de conscientisation. Ils doivent réunir des personnes dans des actions générales de formations, favoriser tant la démocratisation par la diffusion culturelle que la démocratie par la conscientisation et l'engagement dans des actions d'envergure. Les animateurs et animatrices sont

des meneurs, des professionnels de l'animation de groupe.

Les « publics » sont des acteurs identifiés par une appartenance et pour lesquels les mouvements, les associations et les opérateurs culturels et sociaux proposent des actions, des activités qui conscientisent, mobilisent, et forment les gens considérés comme acteurs collectifs et qui structurent et canalisent les énergies selon des méthodes participatives et programmées. On engage des gens en fonction de leur aptitude à l'animation d'activités et de groupes, à l'intervention directe avec des supports variés, à la proposition de méthodes et de techniques mobilisatrices, à la gestion des conflits, etc.

[2] Lors de la deuxième strate, les structures, poussées par des politiques publiques plus contraignantes, imposent des logiques de projet. Il s'agit de répondre aux besoins de groupes de population ciblés et d'ajuster au mieux les techniques, méthodes et activités en vue d'atteindre des objectifs mesurables. Les associations deviennent des structures qu'il faut être capable de gérer au mieux, pour répondre aux demandes des personnes. Des offres de services sont proposées, les animateurs en deviennent les gestionnaires compétents. Ils rendent des comptes aux instances et aux institutions au travers de processus de justificatifs, de validation et de mesure des adéquations entre offre et demande. Les gens, identifiés selon leur catégorie socio-économique, leur particularité, sont des « clients » ou des ayant droits qu'il faut satisfaire. Les institutions relèvent essentiellement par des données objectivées les nécessités, les obstacles et les freins à l'émancipation. Ici encore, ce sont les structures qui sont vecteurs des libertés et des droits des personnes. On engage des techniciens, des gestionnaires, des informaticiens, etc. et en cas de pénurie de moyens financiers, on vérifie à l'embauche la capacité à intégrer un maximum de ces compétences plurielles.

Notons que dans les deux premières strates, l'action culturelle vise à une émancipation collective et individuelle organisée à partir des structures sur

des bases essentiellement quantitatives observables.

[3] Avec la troisième strate, les équipes d'animation sont appelées à offrir ou organiser des rencontres entre personnes et groupes aux intérêts divergents autour d'une même réalité ou problématique.

Les organisations et institutions sont délaissées au profit d'actions auto-organisées sur base de besoins partagés. Il s'agit d'organiser des partenariats sur un territoire, de faire une analyse partagée des besoins. Il faut pour cela organiser la rencontre, la communication, solliciter les personnes ressources, outils, techniques et réseaux susceptibles de répondre aux besoins révélés. Pour y arriver, ce sont surtout les capacités de médiation, de communication qui sont recherchées. La qualité et le respect de procédures démocratiques prévalent sur la quantité.

Les risques d'impasses et d'impuissances

On voit que chaque strate développe en fait un type de métier différent. Les équipes professionnelles sont donc confrontées de plus en plus à résoudre de multiples équations.

Comment devenir un professionnel dûment formé dans toutes ces disciplines ?

Le risque est une course permanente sans prise de recul, l'impasse par épuisement et perte de sens.

Comment trouver un rôle nouveau dans une configuration où les individus s'autonomisent et déterminent eux-mêmes leurs besoins ?

Le risque est de se réfugier dans une valorisation extérieure, de chercher sans arrêt des causes, des responsables extérieurs, de retenter d'autres formes de mobilisation, de communication, etc. pour cacher un sentiment d'impuissance.

Comment garantir cependant la participation de chacun dans un monde totalement différencié sans s'enfermer dans des activités dites de niches ? Comment ne pas laisser au bord du chemin de l'émancipation des personnes aux ressources et aux mobilités réduites ?

13

Le risque est ici notamment celui de la segmentation des métiers au sein d'une association ou de l'enfermement dans une spécialisation intimiste.

Comment structurer un travail professionnel alors que les gens perdent confiance dans les structures collectives existantes ?

Le risque est encore celui d'un retour aux recettes anciennes, à une nostalgie d'action de moins en moins partagée et à un sentiment d'impuissance.

Les dépassements envisageables par un repositionnement professionnel

Au-delà de tels discours ou analyses rapides, on voit aussi émerger d'autres possibilités et l'hypothèse du dépassement de ces obstacles par une transformation de métier d'un autre type : la coopération entre experts et profanes autour d'expériences émancipatrices.

Observons tout d'abord les pratiques de citoyenneté qui émergent et se redéployent visiblement au plan local mais à des endroits multiples et souvent reliés entre eux.

14

Face à l'impuissance avérée des structures et institutions politiques et sociales à se libérer des effets néfastes d'un capitalisme qui uniformise par la globalisation, qui privatise par la marchandisation et qui dématérialise par la tertiarisation, les gens s'inventent et s'approprient des manières de faire qui leur donnent une maîtrise réelle sur des aspects très concrets de leur vie. On assiste ainsi à la création de groupe d'achats solidaires de producteurs locaux, d'apprentissages partagés, d'utilisation et de réparation d'objets, au partage de biens et de services. Des groupes souvent informels s'inventent et se réapproprient des modes de consommations durables, de fabrication de réemploi ou d'utilisation de biens et ressources, partagent leurs informations, outils et moyens de mobilité.

Malgré les discours passésistes de ceux qui tentent de démontrer qu'il ne s'agirait que d'un retour à des pratiques anciennes remises au goût du jour, nous en dégageons de réelles innovations qui pourraient être signes de

transformations sociales réelles. Ces pratiques s'inventent et se réalisent par les gens, sans ambition autre que celle de faire quelque chose de concret et de maîtrisable et qui deviennent



Face à l'impuissance avérée des structures et institutions politiques et sociales à se libérer des effets néfastes d'un capitalisme qui uniformise par la globalisation, qui privatise par la marchandisation et qui dématérialise par la tertiarisation, les gens s'inventent et s'approprient des manières de faire qui leur donnent une maîtrise réelle sur des aspects très concrets de leur vie.

donc producteurs et inventeurs d'un savoir-faire partageable et expérimentable en commun. En faisant cela, ils transforment bien souvent les marchandises en biens communs, inversant de fait par là le fondement du modèle capitaliste. Et si bien entendu, les appétits et capacités d'absorption des entreprises marchandes récupèrent et rentabilisent sélectivement de telles expériences, les groupes ne s'en soucient que fort peu. Leur diffusion et leur réinvention via des réseaux d'apprentissages eux-aussi partagés laissent entrevoir la possibilité d'émergence de deux réalités économiques en cohabitation : le système capitaliste et ce qu'on nomme aujourd'hui une économie du partage basée d'abord sur un autre type de rapport au partage des connaissances. C'est la raison pour laquelle cette économie du partage est particulièrement innovante et que le système dominant tente d'en récupérer les « niches ».

Les initiatives locales, inventées, échangées, revisités sans cesse, mises en réseau de voisinage en extension et effectuant des allers-retours avec des initiatives nettement plus lointaines, préfigurent peut-être de nouvelles formes d'actions collectives.

Le changement articule la pratique concrète de réappropriation d'objets et de services et le partage des connaissances.

Ces pratiques sont ici moins à lire dans leurs effets matériels que comme vecteurs d'émancipation par l'expérimentation et la construction de savoirs

communs. Chaque initiative ouvre les gens à des défis qu'ils relèvent en cours d'action. Il n'y a plus de mode d'emploi préexistant, pas de méthode clé sur porte, pas de leader assigné, pas de limite préétablie du champ ni du territoire sur lequel cette action portera.

Les clés du succès tiennent à la *capacité d'ouverture*, de curiosité tout d'abord. Ensuite ce sera par la *confrontation* que se réaliseront les *apprentissages* et les *innovations techniques (objets et productions), méthodologiques (organisation et structuration) et politiques (fonctionnement et gouvernance)*. Dans ce cas, les savoirs produits ensemble ne sont pas arrêtés une fois pour toutes. Ils sont *évolutifs*, ils n'ont pas de propriétaires assignés, mais se retravaillent en réseau, au service du collectif. Les savoirs nouveaux évoluent ainsi par une auto-confrontation permanente.

Enfin c'est la *diversité* sans cesse reconvoquée qui sera le moteur permanent de ces innovations sociales, voire techniques et démocratiques. De cette diversité d'intérêts, d'approches, de méthodes, de connaissances partagées naît à la fois une variation possible des rôles de chacun et des possibilités inédites d'identification collective à des orientations innovantes, produites en commun, sans préméditation, mais grâce aux effets du partage et de l'expérimentation des connaissances.

Les opérateurs culturels et sociaux, ainsi que les équipes professionnelles sont aujourd'hui en contact et en action avec ces pratiques innovantes.

Leur métier pourrait donc se recadrer et se reconstruire à partir de ces observations :

- il ne s'agit plus de segmenter mais de *coopérer en équipe*, toutes fonctions confondues, pour permettre l'émergence de savoirs, le développement d'expériences, pour leur donner des espaces de réalisation, d'analyse et d'évaluation.

- les professionnels vont devoir *sortir de leur champ d'intervention* pour transformer leur rôle et croiser leurs expertises réciproques autour d'un faire commun.

- sans les supprimer, leur rôle ne sera plus tant celui d'intervenant, d'organisateur ou de médiateur

que celui d'*ingénieur-facilitateur* des connexions entre groupes et personnes, etc., rôle qui pose la question de la *prévention des risques* pour chacune des parties engagées, celle aussi de la *gestion des conflits* et, enfin, du *pilotage des méthodes participatives*.

- Dans ce processus, ils stimuleront et encourageront *l'ouverture et la diversité* et seront garants d'une vigilance à l'égard de *l'effectivité des droits culturels* et de *l'émancipation individuelle et collective concrètes*.

Pour Prolonger la réflexion :

A.Cukier, F.Delmotte, C.Lavergne (dir), *Emancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Ed. du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2013.

M.Maesschalck, *La cause du sujet*, PIE Peter Lang, Bruxelles, 2014.

Zeiter, André, *Les apprentissages interprétatifs, interprétation en action et construction de l'expérience*, L'Harmattan, Paris, 2011.



Queue de poisson ou eau de boudin ?

**Vous reprendrez bien un peu
de pâté en croûte !**

Collaboration entre Luc JAMINET et Maud VERJUS

Toutes nos analyses sont disponibles sur
le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Suzanne : la quarantaine, séparée de son mari, formatrice en éducation permanente.

Marc : la quarantaine, prof d'histoire.

La mère de Marc.

Le père de Marc.

16

SCÈNE 1 : DANS LA VOITURE

Une voiture roule sur une petite route des Ardennes belges. Marc conduit. Sonnerie de gsm. Suzanne fouille dans son sac et trouve son téléphone portable. Elle décroche.

Suzanne : Allô. Oui, ma louloute. Oui. Non. Oui. Oui.

Marc : C'est qui ?

Suzanne : (à Marc) C'est Élisa, elle est bien arrivée aux sports d'hiver. (à sa fille) Joyeux Noël, ma louloute. Amuse-toi bien. Et n'oublie pas de te protéger. Oui, je sais l'âge que tu as mais on ne sait jamais.

Suzanne raccroche en soupirant.

Marc : Tu soupire parce que ta fille te manque déjà ?

Suzanne : Je soupire parce que je ne comprends pas son père. Il croit lui faire plaisir en l'emmenant à Courchevel alors qu'elle ne demande qu'à passer un peu de temps avec lui. On est vraiment très différent.

On entend une musique à la radio.

Marc : J'adore cette musique.

Suzanne : C'est Confetti's, The Sound Of C. On écoutait

ça tout le temps à la Maison de Jeunes, quand j'étais ado. *Elle prend tendrement la main de Marc.*

Marc : Voilà seulement un mois qu'on sort ensemble et on n'arrête pas de se découvrir des goûts en commun. On est vraiment sur la même longueur d'onde. Marc gare la voiture. Voilà, on est arrivé.

SCÈNE 2 : DANS LA MAISON DES PARENTS DE MARC

Suzanne et Marc entrent dans une maison cossue mais décrépie. Ça sent le feu de bois et la comote d'airelles.

Mère de Marc : Vous connaissiez La Roche ?

Suzanne : Connaître, c'est un bien grand mot. Je suis venue faire un accompagnement d'équipe, il doit y avoir deux ans, dans une association du coin.

Le père de Marc invite le couple à passer au salon et sert l'apéritif.

Père de Marc : Voici une petite liqueur de prunes que je distille moi-même, vous m'en direz des nouvelles. Dites à propos, Suzanne, dans la vie, vous travaillez ?

Suzanne : Vous pouvez appeler ça comme ça, oui. Je suis formatrice en éducation permanente.

Père : Ah !? Jamais entendu parler de ça.

Marc : Moi non plus, avant de rencontrer Suzanne,

je ne connaissais pas. Pour simplifier : moi j'enseigne à des ados. Suzanne à des adultes.

Suzanne : Je t'adore mon chéri mais j'aimerais faire une petite distinction, si tu le permets : toi, tu « enseignes », pas moi.

Père : Et alors, Suzanne ?

Suzanne : Alors, quoi ?

Père : Ma liqueur de prunes ?

Suzanne : *Elle se racle la gorge.* On goûte bien la prune.

Mère : (*de la cuisine*) Elles sont du jardin !

Marc : Ah bon, tu ne donnes pas des cours ?

Suzanne : Non, je forme des adultes impliqués dans des actions d'éducation permanente.

Père : Oulala... Ça jargonne un peu pour moi.

Suzanne : Vous n'êtes pas le seul pour qui c'est obscur ! Disons que notre public est, généralement, composé de personnes impliquées professionnellement ou bénévolement dans une association. Ça peut être aussi des personnes militantes ou qui font partie de groupes émergents. Elles souhaitent, en tout cas, faire bouger un peu les choses là où elles sont, dans le sens d'une société plus juste.

Marc : (*agité*) Pour former, tu dois bien donner une « matière ». Moi, comme prof d'histoire, j'ai un programme. Là avec mes élèves, je vois la révolution industrielle.

Suzanne : (*restant calme*) Toi, en tant que prof d'histoire, tu t'intéresses aux faits, aux dates, à la chronologie. Moi, comme formatrice en éducation permanente, je ferais prendre conscience aux participants que cette révolution industrielle est le berceau d'une société de plus en plus inégalitaire. On essaierait de comprendre les enjeux en présence.

Père : *Il se ressert un verre de liqueur.* Ça me semble bien théorique, tout ça.

Suzanne : Non, ce ne sont pas que des idées abstraites. La semaine dernière, par exemple, j'intervenais dans une association socio-culturelle. Ils souhaitaient un accompagnement car cette équipe vit des conflits. Dans ce genre de situation, nous faisons souvent l'hypothèse que le problème se situe « ailleurs » que dans l'interpersonnel. En grattant un peu, je me suis aperçue qu'ils ont trois ordinateurs pour sept travailleurs. Pour faire rapide, lors de l'accompagnement, ils ont pris conscience que la raison principale de leur appel à l'aide ne venait pas, finalement, d'un conflit entre des personnes mais d'un

problème organisationnel : la direction ne met pas les moyens nécessaires à la disposition de ses travailleurs. Une des pistes était évidemment d'aller frapper à la porte de la direction pour réclamer des ordinateurs supplémentaires. Celle-ci a expliqué qu'elle ne pouvait pas fournir plus d'ordinateurs pour le moment. L'intérêt de cet exemple est que les travailleurs ont vu le problème dans une perspective plus large. Ils ont replacé la question là où elle se pose : la direction n'est pas en mesure, pour l'instant, de donner à ses employés les bonnes conditions pour travailler. C'est ce niveau-là qu'il faut interroger. C'est un mécanisme de pensée qu'il faut entraîner, pour sortir de la responsabilité individuelle.

Mère : (*elle sort la tête de la cuisine*) Oh, ça me fait penser à : « Donne un poisson à un homme, il mangera un jour, apprend lui à pêcher, il mangera toute sa vie ».

Père : D'où est-ce que tu sors cette phrase, toi ?

Mère : C'est le petit voisin qui passe chaque année pour vendre les modules des « îles de paix » qui dit ça.

Suzanne : Oui, si on veut. L'important est que les gens deviennent acteurs, si possible collectivement. Mais contrairement à votre exemple, Madame, la pêche devrait être plus qu'un moyen technique. On devrait alors, aussi, amener les gens à réfléchir sur ce qu'implique l'action de pêcher, socialement et politiquement.

Marc : Tu compliques tout, Suzanne. Qu'est-ce que la politique a à voir là-dedans ?

Suzanne : C'est bien de savoir pêcher mais si la rivière se trouve, par exemple, à côté de la multinationale qui pollue la rivière ? Ou si tout le village se met à pêcher au même endroit ? Notre mission est aussi de ramener le questionnement politique au cœur de l'action.

Mère : Et est-ce que vous savez que manger trop de poisson n'est pas bon pour la santé ?

Suzanne : Oui, et cet aspect-là, aussi, pourrait faire partie du rôle de l'éducation permanente ! Dans notre jargon, on dira que l'éducation permanente doit, nécessairement, amener à regarder la réalité avec complexité.

Père : C'est bien beau, tout ça mais moi, il me semble que votre éducation permanente, c'est un peu comme quand je reçois le syndicat dans le bureau de mon entreprise. Ces gens-là ont, quand même, un problème avec le pouvoir.

Suzanne : Nous, on tente d'agir, pour qu'à terme, il y ait un partage plus équitable du pouvoir.

Marc : (*se tassant dans son fauteuil*) Est-ce que tu te rends compte que tu fais de l'idéologie ?

Suzanne : (*convaincue*) Bien entendu ! (*enjouée*) On ne peut pas ?

Marc : Non. L'enseignant se doit de rester neutre. Déon-

tologiquement, il ne peut pas inculquer des idées politiques aux élèves.

Mère : Vous pouvez passer à table, j'apporte les entrées. Suzanne, j'espère que vous aimez le pâté en croûte ?

Suzanne : Ce sera l'occasion de goûter.

Père : Mais, Suzanne, pour votre éducation permanente là, il faut être socialiste ?

Suzanne : Non, pas nécessairement ! Mais l'éducation permanente prône des valeurs progressistes et égalitaires, on parlera plutôt d'un « idéal socialiste ». Il est fort probable que peu de formateurs en éducation permanente votent à droite mais ce n'est pas pour ça qu'ils ont la carte du Parti Socialiste ou d'Ecolo. Il y a d'ailleurs des chrétiens clairement progressistes. Par exemple au MOC.

Mère : Elle sert l'entrée. De toute façon, en politique, c'est tous les mêmes.

Suzanne : Justement !!! C'est pour ça que nous tentons de susciter l'envie d'agir et de construire des systèmes d'actions alternatifs.

Marc se prend la tête entre les mains.

Suzanne : Qu'est-ce qu'il y a, Marc ? Ça ne va pas ?

18 **Marc** : (dépité) Tu fais de l'idéologie !!!

Suzanne : (agacée) Marc, toi aussi, tu fais de l'idéologie mais tu n'en es pas conscient ! En enseignant dans une école catholique, est ce que tu ne minimises pas un peu les guerres de religion ?

Marc : Je fais comme je peux, Suzanne, pour ménager la chèvre et le chou.

Suzanne : Moi, je m'assume volontairement sur le plan professionnel comme non neutre et je ne fais pas passer des « idées » mais des « valeurs ». Avec les participants, nous interrogeons le sens de ce qui fait leur quotidien. Et je vais me permettre d'en rajouter une couche : par définition, une formation en éducation permanente ne PEUT pas être neutre.

Mère : Ne vous disputez pas, c'est Noël. Et alors, mon pâté en croûte, il vous plaît ?

Suzanne : Elle avale, avec peine, un dernier morceau. Il est... parfumé.

Mère : C'est une recette familiale. Le petit secret réside dans le temps de cuisson des abats.

Suzanne : Elle porte sa serviette à la bouche. Ah...

Père : Et qu'avez-vous fait comme études, Suzanne ?

Suzanne : Comme l'école et moi, ça faisait deux, j'ai juste mon diplôme d'humanité. Je n'ai pas suivi de formation spécifique pour faire ce que je fais. Mais j'ai toujours été impliquée dans l'associatif. On peut dire que c'est mon parcours qui m'a formée ! Par contre, je suis l'actualité en permanence.

Marc : Ça je vous assure, elle ne décroche jamais. Elle lit tout ce qui passe sur l'actualité politique, sociale, socio-culturelle, les modifications des décrets et j'en passe et des meilleures.

Suzanne : Désolée, Marc. Je sais que ça me prend beaucoup de temps. Mais c'est un outil de travail non négligeable pour être au plus près des réalités de nos participants.

Marc : Décidément, on ne se comprendra jamais, on est tellement différent.

Suzanne : C'est pas ce que tu disais dans la voiture, il me semble.

Une fumée épaisse s'échappe de la cuisine.

Père : Il renifle. Qu'est-ce que ça sent ?

Mère : Elle se précipite dans la cuisine. Vous parlez, vous parlez, vous parlez... eh bien, voilà, moi, j'ai laissé brûler la dinde!!!

NOIR.

Petite note pour les lecteurs inquiets : rassurez-vous, le couple de Suzanne et Marc va bien. Suzanne tente de dégager plus de temps pour Marc. Marc, quant à lui, est en pleine lecture de (« Education populaire et puissance d'agir » de Ch.).

Quel formateur en éducation permanente n'a jamais éprouvé de difficultés à répondre à la « simple » question : « En quoi consiste votre métier ? ». A l'occasion de ce centième numéro, nous avons souhaité nous attaquer à cette épineuse réponse. L'intention n'est pas de prétendre à une définition figée et exhaustive mais bien de se jeter à l'eau et de proposer, sous forme créative et décalée, une manière de circonscrire ce qui anime intrinsèquement notre passionnant travail.

Maud Verjus est formatrice en éducation permanente au CESEP.

Luc Jaminet est metteur en scène de théâtre et pédagogue.

Au départ de parcours de formateurs, d'une étude du CESEP sur l'éducation permanente et ses enjeux¹ et d'un travail d'équipe, Maud Verjus a recensé une série d'éléments qui définissent théoriquement le métier. Le challenge, en collaboration avec Luc Jaminet, était d'utiliser les codes de l'écriture théâtrale pour donner vie à Suzanne, une formatrice fictive en éducation permanente... et lui refiler la patate chaude !!!

1. Etude de 2012 : « Education permanente : ses enjeux actuels et à venir. Christine DELAYE et Chantal DRICOT



re

SOMMAIRE

L'éducation permanente

selon le Ceseq p.3

par Jean-Luc MANISE et l'équipe de formateurs en éducation permanente du CESEP

Luttes politiques, sociales, économiques, culturelles et environnementales : l'enjeu de l'éducation permanente est de tenir compte de l'expertise que les gens ont acquise et de l'articuler à d'autres niveaux sur base d'une centre de gravité concret : celui de l'action collective.

Métamorphose des métiers

de la culture p.7

par Christian BOUCQ et Marc MAESSCHALCK

Les métiers de la culture sont, plus encore que d'autres, directement en lien avec les institutions et politiques d'Etat qui les structurent et les financent et avec les évolutions de société dans lequel leur travail s'inscrit.

Parcours du formateur p.16

Queue de poisson ou eau de boudin ?

par Luc JAMINET et Maud VERJUS

Articulations n°59 p.19

Le temps

par Chantal DRICOT, Jean-Luc MANISE et Myriam VAN DER BREMPT

Le problème du temps ! En viendra-t-on à bout ? Cesserons-nous d'en manquer, de courir, de vivre sous pression ? Multiplier les analyses critiques, les dénonciations, les efforts individuels de résistance à l'urgence, est-ce vraiment enrayer l'emballement général ? Et que se passerait-il si on envisageait un changement au niveau collectif ? Les implications politiques et économiques des temporalités qui traversent notre société et nos vies nous interpellent : ce dossier leur fait une large place. De même qu'en formation, il faut pouvoir lever la menace de l'urgence et compter avec le temps...

Temporalités émancipatrices p.20

par Myriam VAN DER BREMPT

Le temps du politique p.23

par Chantal DRICOT

Etre libre et agir p.26

par Chantal DRICOT

Immortalité : La machine à illusion capitaliste p.30

par Jean-Luc MANISE

Etre en formation : Une temporalité privilégiée p.33

par Myriam VAN DER BREMPT

Agenda des formations p.36